



En Suisse, 6 femmes exerçant une activité professionnelle sur 10 le font à temps partiel, contre 1,8 homme sur 10. Hero Images/plainpicture

## Les mères aimeraient travailler plus

**ÉGALITÉ** Une étude montre qu'une forte majorité de femmes ayant des enfants souhaiteraient augmenter leur temps de travail si de meilleures conditions leur étaient offertes.

LUCIE MONNAT  
lucie.monnat@lematindimanche.ch

Au premier coup d'œil, les mères qui travaillent semblent satisfaites de leur sort. Une enquête réalisée par l'association faitière des familles Pro Familia Suisse et par la société d'étude de marché Empiricon montre que trois quarts des femmes ont réduit leur taux d'activité à l'arrivée d'un enfant. Parmi elles, 63% sont heureuses de ce choix. Seules 17% souhaiteraient travailler davantage.

Lorsque l'on gratte un peu le vernis, le constat se gâte. Une forte majorité des sondées (70%) répond également que si différentes conditions-cadres s'amélioraient, elles augmenteraient volontiers leur temps de travail. Les obstacles principaux sont identifiés: prix des structures d'accueil des enfants, faibles possibilités de travail à domicile, faible compensation financière, et enfin une charge ménagère trop importante. Ce constat est particulièrement répandu chez les femmes de Suisse romande qui possèdent un niveau de formation élevé.

Pour la présidente de Pro Familia et conseillère nationale Valérie Piller Carrard (PS/FR), l'étude démontre l'importance du combat en faveur de structures d'accueil de la petite enfance plus abordables. «Les parents continuent de payer des contributions trop élevées dans la plupart des cantons, rappelle-t-elle. Et l'enquête montre bien que les femmes souhaitant travailler davantage si les conditions le permettaient sont en particulier celles qui ont des enfants en bas âge.»

Auteure de plusieurs objets touchant aux questions de l'égalité depuis son élection, la conseillère nationale Léonore Porchet (Verts/VD) se félicite qu'une étude «demande enfin aux principales concernées leur avis sur la question». L'élue a été très déçue par la réponse du Conseil fédéral à l'un de ses postulats demandant une meilleure vision des raisons pour laquelle de nombreuses femmes ne retournent pas travailler après leur congé maternité. En substance, le Conseil fédéral estime que la situation évolue favorablement, en s'appuyant sur une étude réalisée par l'Office fédéral des assurances sociales en 2018. De l'avis du gouvernement, les résultats «donnent à penser que la grande majorité des femmes qui prennent du recul par rapport au marché du travail, que ce soit à titre temporaire ou prolongé, le font de leur propre choix et à leurs propres frais». Pour Léonore Porchet, l'étude de Pro Familia donne tort à cette affirmation. «Les résultats de cette enquête mettent en lumière le fait que tout le système de la politique familiale est basé sur le travail gratuit des mères. Or

les réponses des principales intéressées cassent le mythe: non, elles ne restent pas davantage à la maison car elles sont poussées par un instinct naturel et protecteur envers leurs petits.» Pour Léonore Porchet, il s'agit autant d'une question d'égalité que d'économie: «Ces femmes sont formées, voire très bien formées. Ce sont des ressources perdues pour l'économie.»

### Pénurie d'employés à venir

Responsable de l'Union patronale suisse (UPS) en Suisse romande, Marco Taddei lui donne raison sur ce point. Il rappelle que la Suisse est la championne européenne du temps partiel, en particulier chez les femmes. Selon les derniers chiffres de l'Office fédéral de la statistique, 6 femmes exerçant une activité professionnelle sur 10 ont un emploi à temps partiel, contre seulement 1,8 homme sur 10. «Or nous allons, au cours de la prochaine décennie, connaître un grave problème de pénurie de main-d'œuvre, rappelle Marco Taddei. Avec le départ à la retraite des baby-boomers, on estime que 500 000 employés manqueront à notre marché du travail.»

«Les parents ont aujourd'hui besoin de davantage de temps pour s'occuper de leurs enfants, pères comme mères»

Valérie Piller Carrard, conseillère nationale (PS/FR)

De l'avis de Valérie Piller Carrard, la crise du coronavirus aura au moins eu l'avantage de mettre en lumière l'importance du travail des femmes, «que ce soit dans le domaine des soins, de l'enseignement ou des structures d'accueil». Elle aura également permis de rendre le télétravail plus populaire envers les employeurs. Un plus pour les mères ayant besoin de davantage de flexibilité dans leurs horaires et leur lieu de travail, applaudit également Marco Taddei. Pour ce qui est des autres solutions, l'UPS plaide aussi en faveur d'une augmentation de l'offre des structures d'accueil, de façon à en faire baisser le prix. «En septembre, nous voterons sur l'augmentation des déductions fiscales des frais de garde, de 10'000 francs par an à 25'000 francs maximum, rappelle Marco Taddei. Il s'agit d'une réponse concrète qui va dans le sens de ces conditions-cadres.» Le peuple se prononcera alors également sur le congé paternité. Même si l'UPS ne fait pas partie du comité des opposants, les patrons se refusent à soutenir une solution «étatique imposée et uniforme». «Nous soutenons le congé paternité sur une base volontaire des entreprises, explique Marco Taddei. L'UPS doute d'ailleurs que deux semaines de congé n'améliorent réellement l'équilibre entre vie privée et professionnelle.»

Valérie Piller Carrard estime au contraire que les résultats de l'étude montrent que «des parents ont aujourd'hui besoin de davantage de temps pour s'occuper de leurs enfants, pères comme mères». L'étude montre bien la mauvaise répartition des tâches ménagères, même lorsque les deux membres du couple travaillent, rappelle l'élue. Mais ne s'agit-il pas là d'une affaire privée? «Il est clair que cette question doit faire l'objet d'une discussion au sein du couple, répond-elle. Mais je suis convaincue que si l'on vivait dans une société plus égalitaire, la question ne ferait même pas débat. Tout est lié.»

## «On ne voulait pas rajouter du désordre»

**LAUSANNE** Élu PLR chargé de la police municipale, Pierre-Antoine Hildbrand explique pourquoi un match de foot a pu continuer alors que la ministre Béatrice Métraux demandait d'y mettre fin.

La tenue d'un match de football sauvage réunissant près de 1000 personnes jeudi à Lausanne passe mal auprès de la conseillère d'État à la tête de la Sécurité, Béatrice Métraux. Car contrairement à la veille, où une rencontre tout aussi interdite a pu se dérouler dans la commune voisine de Chavannes-près-Renens, la ministre écologiste a demandé que le match soit interrompu. Ce à quoi son homologue PLR à l'Exécutif lausannois, Pierre-Antoine Hildbrand, n'a pas donné suite. Interview.

À en croire M<sup>me</sup> Métraux sur la RTS ce vendredi, vous avez renoncé à empêcher le match en cours car il touchait à sa fin, ainsi qu'en raison du caractère sensible de ce quartier de Praz-Séchaud...

Je ne m'exprime pas sur les échanges réguliers que j'ai avec M<sup>me</sup> Métraux.

On parle de jeunes de 15-25 ans, sur le terrain comme dans le public, a priori sobres et non armés. Mis en balance avec le risque avéré de propagation du virus lors d'un tel rassemblement, pourquoi ne pas avoir mobilisé le groupe antiémeute?

La difficulté est de faire comprendre ce risque sanitaire à des personnes dont certaines se fréquentent à nouveau à l'école depuis deux semaines, dans des établissements dont la capacité dépasse parfois les 1000 élèves. Interrompre un tel rassemblement impliquait une action policière qui aurait été disproportionnée. Nous avons procédé à une analyse intelligente de la situation et de l'évolution possible: il s'agissait de ne pas rajouter du désordre au désordre.

Cette décision n'est pas simple à comprendre quand on sait qu'il y a deux semaines, vos services n'ont pas hésité à amener une trentaine de personnes sur les 300 qui prenaient le soleil à Bellerive.

La configuration des lieux rendait l'intervention beaucoup plus simple. Ce n'était pas du

tout les mêmes contraintes opérationnelles.

Pourquoi n'avoir pas procédé jeudi déjà au démontage des cages de but dudit terrain de foot, comme l'ont fait vos collègues de l'Ouest lausannois sur l'ensemble du district?

La Ville de Lausanne, durant toute la crise, a veillé à laisser le maximum d'espaces accessibles au public, en appelant à la responsabilité de chacun.

Cette mesure a fini par être mise en œuvre vendredi soir. Suffira-t-elle à empêcher l'organisation de matches illégaux?

Lorsqu'elles permettent de jouer sans risque sanitaire, la plupart de nos infrastructures restent aujourd'hui encore accessibles: les paniers de basket, les courts de tennis... Comme tout le monde, nous sommes impatients de reprendre certaines activités sportives ou culturelles, mais nous ne cautionnons évidemment pas l'organisation d'un match, à Praz-Séchaud ou ailleurs.

«La difficulté est de faire comprendre ce risque sanitaire à des personnes dont certaines se fréquentent à nouveau à l'école depuis deux semaines»

Pierre-Antoine Hildbrand, directeur lausannois de la Sécurité et de l'Économie

Le message envoyé est que ces matches sont tolérés tant qu'ils ne sont pas détectés en amont... C'est la gloire pour des jeunes de parvenir à décourager la police!

Non, la police a veillé à ce que le match ne soit pas réitéré. Organiser un tel événement est illégal: des personnes ont gravement violé les règles de prévention sanitaire. Des sanctions seront prises à leur encontre.

Sait-on s'il s'agit uniquement de joueurs amateurs qui ont joué jeudi, ou également des membres de clubs? On parle d'une rencontre avec des Yverdonnois à Lausanne et avec des Genevois la veille à Chavannes-près-Renens...

Je ne m'exprime pas sur l'enquête en cours. BENJAMIN PILLARD

## L'émoji «mains jointes» fait un tabac

**WEB** Le Covid influence notre communication digitale. Une étude sur notre utilisation des smileys le démontre.

Les émojis font intégralement partie de notre communication numérique. C'est du moins ce qu'Emojipedia, site web référence en la matière, met en

exergue dans une analyse de plus de 68 millions de tweets publiés entre août 2018 et avril 2020. L'une des conclusions est qu'un cinquième des publications sur Twitter contient des émojis, dont l'utilisation se généralise petit à petit. Parmi les pictogrammes enregistrant la progression d'utilisation la plus importante, on retrouve sans grande surprise l'image du virus et le smiley portant un masque. À l'inverse, certains

symboles ont perdu de leur splendeur, comme le ballon de foot et la balle de baseball.

Au niveau des conclusions plus surprenantes de cette étude: le succès connu par le smiley des mains jointes. Son usage a bondi de 25% entre août 2019 et avril dernier. Même s'il n'y a pas de définition stricte dictée par la banque de données des émojis qui lui est rattachée, il symbolise, de manière générale, la prière ou la reconnais-

sance. Durant ces dernières semaines, il a été tweeté pour manifester son soutien, avec le hashtag #StaySafe, comme l'a fait le joueur de tennis Stan Wawrinka, ou pour remercier tous les acteurs de cette crise sanitaire, notamment le personnel hospitalier. Avant la pandémie, les mains jointes étaient plutôt utilisées comme le *high five* - un geste de victoire ou de félicitation - que comme une prière. ÉMILIE WYSS



Au lendemain du match, police et pompiers ont été déployés dans le quartier de Praz-Séchaud pour démonter les buts.